

Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°38

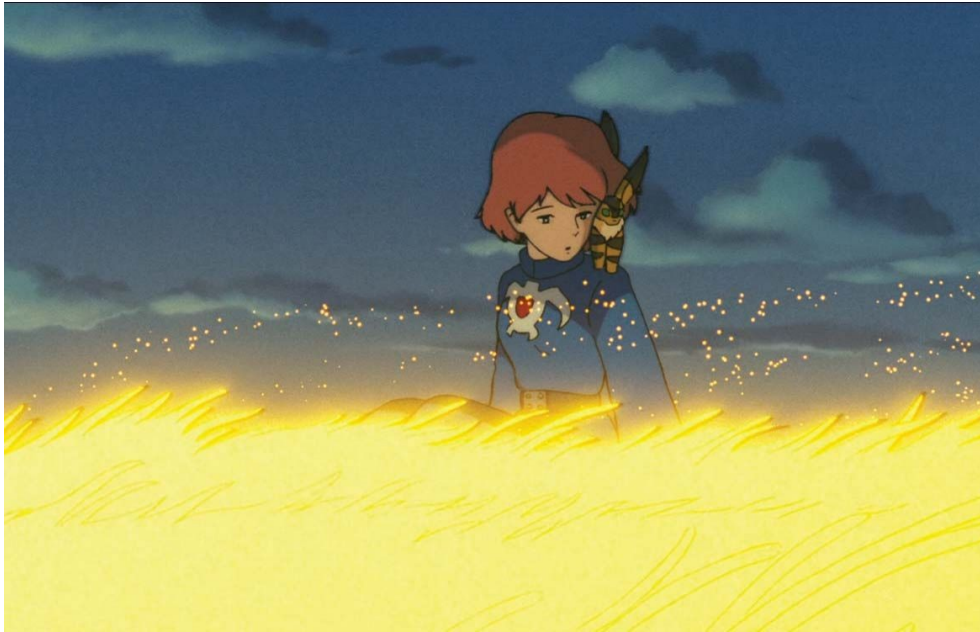
avril-juin 2025

Culture

Table des matières

Les héros de manga, révolutionnaires et décroissants ?.....	3
Fermeture du Hard Rock Café : l'arrière-cuisine peu reluisante d'un restaurant culte.....	8
« Sur la paille » le documentaire.....	11
Série « Frotter frotter » sur France TV : le making off que vous ne verrez pas.....	14
Le conseil des Terrestres.....	20

Les héros de manga, révolutionnaires et décroissants ?



Objets culturels transclasses et transnationaux à la popularité grandissante, en particulier dans notre pays où un livre sur sept achetés en est un, les mangas témoignent d'un curieux paradoxe. Alors que leur mode de production et de distribution est éminemment productiviste, du rythme effréné de travail de leurs auteurs et autrices à la myriade de produits dérivés, les histoires qu'ils nous content allient vive critique du néolibéralisme, éloge de la révolution sociale et espoir d'un avenir post-capitaliste. Auteur de l'ouvrage *Les Sensei de la décroissance* (Payot, 2024) et fondateur de l'association décroissante Alter Kapitaë, Gabriel Malek nous emmène à la rencontre de trois figures emblématiques du genre.

Des pirates de *One Piece* luttant sans relâche contre un gouvernement autoritaire au service d'une élite bourgeoise, aux héroïnes de Miyazaki qui guerroient pour défendre le vivant en passant par l'apologie du renoncement que nous livrent les frères Elric dans *Fullmetal Alchemist*, certains mangas diffusent l'air de rien un imaginaire imprégné d'écologie radicale. Loin de se résigner à la brutalité du monde qui les entoure, les protagonistes de ces œuvres osent rêver à un avenir radicalement différent et se soulèvent pour mettre à bas le système politique qui les oppresse.

Un point commun unit les hauts faits de ces héros et héroïnes de manga : la pleine légitimation de la révolution, même brutale, face à un pouvoir autoritaire qui nie l'aspiration à l'égalité et la soif de liberté des individus. Les œuvres littéraires que sont les mangas montrent ainsi à leurs lecteurs qu'il n'y a pas de fatalité au capitalisme. Là réside la formidable capacité de diffusion des idées radicales portées par ces bandes dessinées nipponnes popularisées en Occident à partir des années 1960, qui s'adressent avant tout à nos émotions.

C'est de là que provient leur puissance. Comme le dit Eiichirō Oda, auteur de *One Piece*, « *si l'histoire ne me tire pas des larmes, je ne peux pas toucher le lecteur. Si je ne suis pas ému moi-même je ne crois pas pouvoir émouvoir les autres* ». À travers la lecture assidue de ces aventures rocambolesques, tragiques et viscéralement humaines, les lecteurs se voient reconnaître le droit de revendiquer une pleine liberté individuelle garante d'un ordre commun juste. Trois œuvres populaires témoignent de ces profils révolutionnaires inspirants, porteurs de valeurs décroissantes, qui nous donnent envie de passer à l'action.

Luffy, un héros anarchiste candide

Épris de liberté, insoumis à un quelconque type de pouvoir, incapable de différencier un roturier d'un prince, Monkey D. Luffy est le protagoniste du manga le plus populaire au monde, *One Piece*, qui dépassait fin 2022 les 500 millions d'exemplaires écoulés (publié depuis 1997 au Japon, et depuis 2000 en France, *One Piece* compte déjà 109 volumes). Son auteur, Eiichirō Oda, est passionné depuis son enfance par les in-

sectes, et grandit en lisant *Dragon Ball*, devenant un fan absolu du créateur de cet univers : le regretté Akira Toriyama, décédé le 1^{er} mars 2024.

Dès l'âge de quatre ans, Eiichirō Oda décide de devenir mangaka pour « *ne pas avoir à travailler* » comme les adultes de son entourage. Cette volonté antiproductiviste apparaît dissonante dans une société aussi stakhanoviste que l'est celle du Japon, pays dans lequel, comme le rapporte la journaliste Clémentine Maligorne, « *le rapport au travail est tout autre. Là-bas, on dit même que le travail est roi, et travailler plus de soixante heures par semaine est un lieu commun.* » Pourtant, le succès tenace de *One Piece* implique pour Eiichirō Oda un rythme de travail effréné, puisqu'il doit produire près de vingt pages hebdomadaires. Son manga narre les aventures d'une bande de pirates, menée par le jeune Luffy, lancé à la recherche d'un trésor nommé le « One Piece » afin de devenir le seigneur des pirates.

C'est un récit d'aventures grandioses qui voit l'équipage traverser îles et océans, grandir ensemble, affronter moult péripéties et lutter contre divers tyrans locaux et surtout contre la Marine, féroce branche armée du gouvernement mondial qui n'hésite pas à tuer au nom de la justice. Ce qui est frappant dans ce *shōnen* (littéralement « bande dessinée pour jeune garçon », genre aux codes précis dont la lecture ne se limite pourtant ni à un genre ni à un âge), c'est le décalage entre l'univers bon enfant, burlesque et coloré de *One Piece*, et la gravité des enjeux auxquels fait face l'équipage.



Domination brutale de la société par la bourgeoisie des Dragons célestes, racisme systémique à l'encontre des hommes-poissons, génocide des scientifiques d'Ohara, privation de services publics essentiels par des tyrans... Le monde de *One Piece*, malgré sa magie, ressemble au nôtre. Outre la domination sociale, la question de la protection du vivant est souvent abordée au sein du manga. L'arc de la saga Alabasta narre la lutte des habitants de ce royaume désertique pour reprendre le contrôle du bien commun qu'est l'eau, accaparée par une mafia privée menée par un capitaine corsaire allié du pouvoir, et plus récemment l'arc Wano fait de l'écologie une thématique centrale de son propos.

En tant que pirate, Luffy est un hors-la-loi qui trouve logiquement dans la Marine, garante de l'ordre, son ennemi naturel. En voyageant à la recherche du One Piece, l'équipage de Luffy va souvent venir en aide aux peuples opprimés par le gouvernement mondial, en les assistant dans leur soulèvement révolutionnaire. Féroce attaché à la notion d'égalité, le jeune capitaine ne supporte pas la domination ni l'autorité exercée par la force, et renverse nombre de tyrans tel Wapol du royaume de Drum, qu'il destitue ainsi : « *Ton règne est terminé ! Rien à battre que tu sois un roi ou même un dieu, que tu sois quelqu'un d'important ou bien un moins-que-rien. Parce que moi je suis un pirate.* »

La distinction entre classes sociales n'existe pas pour Luffy. Plus décisif encore pour lui que l'égalité est le vif besoin de liberté qui le guide dans la recherche homérique du One Piece, une quête qui n'a, à ses yeux, absolument rien de matériel : « *Je ne veux rien dominer du tout. Pour moi, le seigneur des pirates... c'est juste le gars le plus libre de toutes les mers !* » Cette citation résume bien la philosophie de ce manga, la quête collective d'un équipage où chacun poursuit son propre rêve d'enfance, bien souvent spirituel, et se bat autant pour faire advenir le sien que celui de ses camarades.

Cette solidarité est soulignée par exemple lors du passage à tabac par une bande de pirates rivale d'un des membres les plus faibles physiquement de l'équipage, Pipo, qui refuse de se dérober car on s'est moqué du rêve de Luffy : « *Il y a des fois où un homme ne peut pas reculer devant le combat. Lorsque quelqu'un se moque du rêve d'un de ses amis.* » Contrairement aux clichés que l'on peut entendre sur l'utilisation de la violence dans les mangas, celle-ci joue souvent un rôle éminemment symbolique, comme dans ce cas-là.

Cette dimension solidaire et collective de la recherche d'accomplissements est le cœur de cette œuvre qui fait l'éloge de la démarche révolutionnaire face à un ordre injuste. Sans pour autant s'en réclamer, la recherche constante de Luffy de conciliation du plus haut degré de liberté avec un impératif viscéral d'égalité entre tous les vivants, fait écho à la conception anarchiste des relations sociales telle que déployée dans *La Morale anarchiste* de Pierre Kropotkine (1889).

Sans recourir au jargon universitaire et militant habituel, *One Piece* inculque ainsi à ses centaines de millions de lecteurs et lectrices un prisme de lecture du monde proche de celui de la lutte des classes de Marx, rendant désirable l'insoumission face à un ordre inégalitaire. Logiquement, ce manga a inspiré plusieurs concepts politiques de rupture comme l'écologie pirate, développé dans l'ouvrage éponyme de Fatima Ouassak. La cofondatrice du collectif Front de mères y voit une opportunité de diffuser une écologie révolutionnaire, axée sur sa dimension sociale et post-colonialiste, capable de contribuer à l'émancipation des quartiers populaires.

Nausicaä, une héroïne écoféministe en quête d'un équilibre avec le vivant

Forte de ses convictions écologistes radicales, guerrière redoutable à l'esprit scientifique, à l'écoute des souffrances humaines comme de celles de la nature, Nausicaä de la vallée du Vent est sans conteste une des héroïnes écoféministes les plus iconiques des œuvres d'Hayao Miyazaki. Ancien leader syndical du géant de l'animation japonaise Tōei Animation, farouchement écologiste et antinucléaire convaincu, Miyazaki a réussi, à travers ses réalisations, à transmettre une vive critique des conséquences sociales et environnementales du productivisme.

Dans le même temps, il parvient à y sublimer les activités du quotidien, réenchantant des actions perçues comme anodines, célébrant ainsi la convivialité si cruciale dans le mouvement de la décroissance. Le fondateur du studio Ghibli (1985) a souvent mis en avant des héroïnes plutôt que des héros, de Chihiro, en passant par la princesse Mononoké, jusqu'à Kiki la petite sorcière. Interrogé sur cette habitude de représenter des femmes guerrières et audacieuses dominant souvent des hommes, qui tranchent avec les rôles de princesses placides des Disney, Hayao Miyazaki répondait ainsi lors d'une interview pour le *Guardian* en 2015 : « *Beaucoup de mes films comportent des personnages féminins forts. Des filles courageuses et indépendantes. Elles auront peut-être besoin d'un ami, ou d'un soutien, mais en aucun cas d'un sauveur.* »

Parmi cette myriade d'héroïnes, celle qui m'a le plus marqué est Nausicaä, protagoniste du manga éponyme en sept tomes écrit par Hayao Miyazaki et publié au Japon entre 1982 et 1994 (le studio Topcraft en fera un film d'animation en 1984).



Nausicaä de la vallée du Vent met en scène un effondrement écologique post-capitaliste, et narre la vie de quelques humains survivants dispersés dans ce qui est devenu une jungle toxique dominée par des insectes géants : « *En l'espace de quelques siècles, les civilisations industrielles ont quitté les franges occidentales de l'Eurasie pour s'étendre sur toute la surface de la planète, pillant le sol de ses richesses, polluant l'air et remodelant les formes de vie à volonté. Un millier d'années seulement après sa fondation, cette gargantuesque société industrielle a atteint son apogée ; elle a entamé un déclin abrupt et brutal.* »

Ce qui est notable dans cette contextualisation historique de l'univers de Nausicaä, ce sont les similitudes criantes avec les prédictions du rapport Meadows de 1972, qui prévoit lui aussi une chute brutale en cas de recherche perpétuelle de croissance économique. Si certains royaumes du monde de Nausicaä, comme celui de la vallée du Vent, dont elle est l'héritière, cherchent à vivre en paix avec le vivant, d'autres plus grands poursuivent une politique militarisée et brutale pour tenter de dominer toute vie. Alors même que son petit royaume est sommé par l'empire Torumekia, dont il est le vassal, de se mobiliser militairement pour faire face à des insectes géants (*ômus*), Nausicaä va empêcher la confrontation et résoudre cette question de coexistence primordiale autrement.

La nature étant devenue hostile à l'être humain, Nausicaä mène depuis longtemps des recherches pour déterminer la cause de cette toxicité dans son laboratoire secret : « *Quand on lui donne de l'eau et de l'air propres, même le champignon de pain se transforme en ce magnifique petit arbre. Ce n'est pas de leur faute... c'est la terre elle-même qui est polluée.* » Elle va finir par comprendre que la nature est graduellement en train d'éliminer les pollutions chimiques de la civilisation industrielle, et qu'il faut avant tout la laisser en paix : « *Je suis sûre que la forêt elle-même a été créée pour nettoyer le monde. Elle absorbe dans son corps la pollution laissée dans le sol par l'ancienne civilisation.* »

Au cours du manga, Nausicaä va s'opposer maintes fois à la volonté de violence des civilisations humaines belliqueuses, tout en cherchant à comprendre les raisons de la toxicité du vivant pour mieux bâtir un monde en commun. Cette recherche d'harmonie résonne avec le shintoïsme, religion pratiquée par près de 70 % de la population japonaise(1) qui inclut pleinement l'être humain dans le vivant, là où la pensée occidentale cartésienne dresse une frontière entre humains et non-humains.

Personnage à la dimension quasi prophétique, qui n'hésite pas à utiliser la force, même physique, pour faire advenir un monde vivable, Nausicaä nous livre une leçon précieuse : « *Quand l'homme rompt l'équilibre du monde, la forêt fait d'énormes sacrifices pour rétablir cet équilibre.* » Ce constat ravive l'espoir fou de pouvoir coexister un jour en paix avec le vivant, si toutefois nos civilisations optent pour la voie de la décroissance, en répartissant les richesses afin de pouvoir baisser notre production et donc l'insupportable pression que subissent nos écosystèmes.

Thorfinn, un antihéros qui soigne sa violence par la culture de la terre

Un des principes clés de la décroissance est la valorisation de l'acte de renoncement, à titre individuel comme collectif, à certaines activités à l'utilité sociale douteuse ou bien trop délétères d'un point de vue environnemental.

À rebours des valeurs de notre société capitaliste, le renoncement est au cœur de l'histoire de nombreux mangas. Que ce soit le refus d'utiliser la pierre philosophale dans *Fullmetal Alchemist*, ou l'acceptation de perdre ses pouvoirs pour protéger son prochain comme Rukia dans *Bleach*, l'acte de sacrifice personnel pour le bien commun est un incontournable du genre. Loin des procès en violence gratuite qu'ont subi les mangas de la part d'observateurs ignorants, ces œuvres nippones nous enseignent aussi la voie du pacifisme, et nous proposent ainsi de renoncer à la brutalité dans un monde viscéralement violent.

C'est exactement le propos développé dans *Vinland Saga*, manga de Makoto Yukimura publié en France depuis 2009. Il nous plonge dans l'histoire revisitée de plusieurs sagas militaires islandaises du XI^e siècle, à travers le récit de la vie du jeune Thorfinn. L'auteur, marqué par la lecture du manga *Ken le Survivant*(2), y raconte avec précision l'époque de la prise du pouvoir du souverain nordique Knut le Grand (994-1035).

Thorfinn, le protagoniste, naît en 996 en Islande, où son père Thors, illustre guerrier, a décidé de bâtir une vie paisible après avoir quitté un groupe de mercenaires : les Jomsvikings(3). Las de la guerre, regrettant son passé violent, Thors cherche à élever son fils dans la paix : « *Écoute-moi, Thorfinn. Tu n'as aucun ennemi. Il n'y a personne que tu doives blesser.* » Rattrapé par son passé, Thors est attaqué lors d'une embuscade par les Jomsvikings, qui cherchent à le tuer pour des motifs politiques.

Malgré sa force extraordinaire, Thors refuse d'avoir recours à la violence pour se défendre, et préfère mourir sous les yeux de son fils en lui glissant cette phrase devenue culte : « *Un vrai guerrier n'a pas besoin d'épée.* » Traumatisé par cette scène, Thorfinn va suivre les mercenaires et participer aux pillages et aux massacres pendant toute son adolescence, évoluant dans un monde guerrier où les hommes rêvent de mourir sur le champ de bataille pour rejoindre le *Valhalla*, le paradis viking. Pourtant, il finira par échapper à cette condition et, hanté par les meurtres qu'il a perpétrés, il comprendra finalement les paroles de son père.

Thorfinn devenant esclave dans une plantation de blé, son renoncement volontaire à la violence passe d'abord par la privation de liberté. Il se lie d'amitié avec Einar, homme affable dont le village a été détruit par des guerriers, et réussit finalement à obtenir le pardon de ce dernier pour les crimes qu'il a commis dans sa précédente vie. Suivre le dur labeur de ces deux hommes qui tentent de valoriser une terre, en

couplant les arbres, en arrachant les souches, en semant les graines en dépit du vent, est extrêmement intéressant.

On comprend mieux le sens des derniers mots du père de Thorfinn, puisque les efforts des paysans pour cultiver le blé sont une lutte de tous les jours dans le monde de *Vinland Saga*. Pour quelqu'un comme Thorfinn qui n'a jamais connu que la violence, cette ouverture au monde est la voie de sa salvation. Il prend goût à la culture du blé, et retrouve peu à peu l'envie de vivre, à mesure que son champ progresse :

« Einar – *N'est-ce pas étrange de penser que le pain est fait ainsi ? Ça ne te remplit pas d'admiration ?*

Thorfinn – *Oui, c'est vraiment extraordinaire !*

Einar – *Nous y voilà, notre premier pas vers la liberté. »*

Courageux pari, pour un manga *shōnen* qui promettait à son lectorat un récit guerrier plein d'action, de passer plusieurs tomes dans une ferme où l'on suit la difficile vie de paysans esclaves qui cultivent du blé. Ce parti pris narratif permet à l'auteur de faire passer un message de paix et de respect profond envers ceux qui chaque jour travaillent la terre loin du tumulte. Ici la violence joue un rôle de repoussoir : c'est son arrêt qui fait prendre conscience au lecteur de sa dimension addictive. *Vinland Saga* nous propose de suivre la bifurcation radicale d'un individu né dans la violence qui trouve son salut par le travail de la terre, la camaraderie et la rédemption.

Viviers de trajectoires inspirantes et de personnages révolutionnaires aux valeurs sociales et écologistes, les mangas nous aident à sortir de la résignation face au capitalisme. Là où certains voient dans la domination actuelle du productivisme la confirmation que nous sommes à la fin de notre histoire sans alternative crédible, ces œuvres nippones nous affirment le contraire. Si nous politisons nos luttes de manière collective, que nous entrons dans un rapport de force sans concession avec le pouvoir, tout en osant rêver d'un avenir meilleur, alors nous pouvons y arriver.

Ce triomphe de la volonté, qui exige d'allier détermination dans la lutte et folie créative de l'utopiste, guide le destin de ces héros et héroïnes de manga, qui réussissent à échapper à leurs conditions matérielles de départ.

Comme l'écrit Fatima Ouassak, on aime passionnément *One Piece* dans les quartiers populaires grâce à « *la très forte identification à la figure de l'enfant-pirate, écrasé par des murs infranchissables, qui rêve de liberté* ». Cette insatiable soif de liberté, qui contraste avec la marche productiviste du monde, a un potentiel hors pair pour faire résonner les idéaux anticapitalistes auprès d'une grande majorité de la population, et contribuer à bâtir des imaginaires de lutte radicaux, joyeux et déterminés.

1. L'agence pour les Affaires culturelles du Japon comptabilise 90 millions de shintoïstes sur une population de 127 millions, en 2015.

2. Paru au Japon entre 1983 et 1988, *Ken le Survivant*, dessiné par Tetsuo Hara et scénarisé par Buronson, est l'un des mangas les plus vendus au monde. On y suit les aventures de Ken, un expert en arts martiaux obligé d'avoir recours à la violence pour protéger des innocents.

3. Mercenaires légendaires ayant réellement existé, les Jomsvikings ont écumé les campagnes nordiques aux IX^e et X^e siècles, pillant et brutalisant les villages au gré des récompenses offertes par les seigneurs.

Les Sensei de la décroissance - Gabriel Malek - Éditions Payot, 2024.

Gabriel MALEK, publié le 06 janvier 2025 (Socialter)

Fondateur de l'association Alter Kapitae, diplômé de l'ENS Ulm et de Sciences Po, Gabriel Malek est également l'auteur des « *Sensei de la décroissance* » (Payot, 2024).

Fermeture du Hard Rock Café : l'arrière-cuisine peu reluisante d'un restaurant culte

Dernier lieu de la franchise en France, l'emblématique Hard Rock Café parisien vient de fermer, mettant une centaine de salariés au chômage. Plusieurs employés témoignent d'irrégularités et de mauvaises conditions de travail ces dernières années.



©Guy Pichard

Si le rock n'est pas (encore) mort, la licence de restaurants qui voulait l'incarner a fermé son dernier établissement français, à Paris le 18 novembre dernier, après ceux de Marseille, Nice et Lyon. « Les conditions de travail s'étaient détériorées, heureusement que le restaurant est fermé, dit presque soulagé Sané, cuisinier depuis 22 ans dans l'établissement et délégué syndical. Nous n'étions plus assez de personnel pour satisfaire les clients, c'était parfois catastrophique. Ces derniers mois, nous voulions appeler les journalistes pour dénoncer les conditions de travail. »

Des journalistes, les employés et les ultimes clients en ont vu passer quelques-uns lors de la dernière soirée de l'établissement. Mais la presse a finalement peu relayé la dégradation générale des conditions de travail sur place. Selon les employés rencontrés par *Basta !*, le restaurant situé dans le XI^e arrondissement de Paris depuis 2020 environ, avec une ambiance en interne aux antipodes de l'esprit festif que la marque souhaitait véhiculer.

« Les conditions de travail y étaient catastrophiques et délétères, insiste Zineb Belambri, secrétaire générale du syndicat CFDT Hôtellerie-tourisme-restauration d'Île-de-France. Elle juge malgré tout cette fermeture « regrettable, d'autant qu'ils ont beaucoup été aidés financièrement par l'État pendant le Covid-19. Où est passé tout cet argent ? »

Le coup d'arrêt du Covid

C'est en 1971 que sort de terre le premier établissement Hard Rock Café, à Londres. L'internationalisation arrive vite avec l'ouverture de restaurants dans différents pays. La recette est toujours la même : des menus américanisés, une ambiance qui mise sur le rock n'roll et un marketing bien huilé avec des ventes de produits dérivés. Avant les années 2000, la marque Hard Rock Café connaît un plein succès. Aujourd'hui encore, le groupe possède 167 restaurants, hôtels et casinos au niveau mondial.

À Paris, le premier Hard Rock Café ouvre en 1991. Il réalise encore 11,75 millions d'euros de chiffres d'affaires en 2018 et 11,99 millions en 2019. « Au bout de dix ans d'ancienneté, un salarié recevait une montre Rolex. La plupart des membres de notre section là-bas en ont tous deux ! », révèle Zineb Belambri, de la CFDT. Très bling-bling, l'anecdote illustre la réussite de la franchise en France, quand elle parvenait à attirer des touristes souvent étrangers. Le Covid a fragilisé les établissements du groupe en France. Ceux de Nice et

Lyon ont respectivement fermé en septembre 2023 et février 2024. La nouvelle stratégie des propriétaires leur a donné un coup fatal.

Rachat en 2007

17 ans plus tôt, en 2007, le groupe Hard Rock International est racheté par la tribu indienne séminole originaire de Floride. Comme toutes les réserves indiennes aux États-Unis, le territoire des Séminoles jouit d'avantages fiscaux et juridiques, une situation idéale pour prospérer dans les jeux d'argent et l'hôtellerie.



©Guy Pichard

Le groupe Séminole Gambling/Hard Rock n'est pas coté en bourse, il n'existe pas d'information financière publique sur ses activités, sauf pour ses filiales européennes. Le rachat de la marque Hard Rock Café par la tribu Séminole est sa première acquisition à l'international. « *C'est un tournant de l'entreprise car leur métier principal reste le casino en ligne* », souligne Jean-Michel* [1], l'un des anciens managers du restaurant situé à Paris. *Cet achat s'est fait pour le nom Hard Rock Café, les nouveaux propriétaires avaient besoin d'une marque connue. Lors d'une visioconférence avec nos équipes, l'un des PDG a déclaré ouvertement que la stratégie allait changer dès 2020 et que les restaurants allaient fermer, pour se concentrer sur les casinos et les hôtels.* »

À l'heure du confinement du printemps 2020, le Hard Rock Café parisien du boulevard Montmartre se lance comme beaucoup de tables parisiennes dans la vente à emporter, mais sans succès. « *Pendant le Covid, beaucoup de marchandises ont été déclarées comme périmées mais ont été utilisées malgré tout, dénonce Jean-Michel. Les produits surgelés périmés ont été distribués au personnel mais les produits secs dépassaient complètement et ont été commercialisés.* »

Management brutal

Avec des photos pour preuves, (que *Basta !* a pu consulter), le manager alerte alors les services de l'État. Les inspecteurs de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) se rendent sur place. De plus, du travail dissimulé a semble-t-il eu lieu, selon l'avocate de plusieurs ex-employés : « *L'entreprise a touché les aides au chômage partiel malgré le fait d'avoir fait travailler ses managers, j'ai les preuves de cela notamment des textos et des mails* », dit-elle.

La réouverture progressive des restaurants en France après la première vague de Covid est poussive au Hard Rock Café de Paris, car la clientèle étrangère est encore rare. Des changements de direction et une grève pour une hausse des salaires en 2022, couplés à une baisse de fréquentation, scelle peu à peu le sort de l'établissement, qui est laissé à l'abandon par le groupe. « *J'ai reçu des photos et des vidéos de fuites d'eau importantes, témoigne Zineb Belambri, de la CFDT. Les conditions de travail étaient catastrophiques, la faute notamment à un manque d'investissement dans les locaux comme les cuisines.* »

Avertissements et licenciements

Chaque employé voit aussi sa charge de travail gonfler, souvent au-delà de ses obligations contractuelles. « *Un serveur qui avait quatre à cinq tables à gérer en avaient le double soudainement, dit l'ancien mana-*

ger Jean-Michel. *La directrice arrivée pendant cette période a battu des records d'avertissements et de licenciements, elle a réussi à éliminer de la masse salariale.* » Actuellement, plusieurs ex-employés sont en litige avec le groupe Hard Rock devant le conseil des Prud'hommes. Il est difficile de rentrer en contact avec eux, un témoignage dans la presse pouvant interférer dans les procédures judiciaires.

« *Encore aujourd'hui j'ai reçu un mail d'un membre du Comité économique et social qui a été viré comme un mal-propre, explique l'avocate qui souhaite rester anonyme. Certains employés ont signé une clause pour ne pas dénigrer Hard Rock. Un autre de mes clients a fait un burn-out après son licenciement car il a été poussé à la démission violemment.* » Pendant notre enquête, un gardien de nuit a contacté Basta ! pour faire part de sa volonté d'attaquer le groupe en justice avec quelques collègues. Ils disent avoir travaillé plus de vingt ans de nuit sans être payés au tarif de cette tranche horaire.

Menaces de fermetures en série dans la restauration

Le 11 septembre 2024, le couperet tombe : le Hard Rock Café de Paris doit baisser le rideau d'ici la fin de l'année. « *Cela a été une grande surprise pour nous, mais on comprend la direction car l'économie n'y était plus,* témoigne Sané, ancien cuisinier des lieux. *C'est dommage qu'ils n'aient pas averti les employés plus tôt* », ajoute-t-il. Le groupe Hard Rock se calque alors sur la fermeture du restaurant de Nice de 2023, où, en l'absence de CSE, les salariés n'avaient pas obtenu d'indemnités au-dessus des seules obligations légales ni de dispositifs de formation.

Alertée par ses syndiqués au sein de l'entreprise, la CFDT de la restauration mobilise alors un expert pour obtenir des chiffres précis sur la santé financière du restaurant, une assistance juridique. Le syndicat supervise les discussions. Au final, les négociations progressent et l'enveloppe initiale allouée aux indemnités de départ des salariés de Paris est triplée. Le groupe cède notamment 2,5 millions d'euros en plus des indemnités légales.

Une coquette somme au premier abord. Mais la centaine d'ex-salariés démarre cette nouvelle année 2025 sans emploi dans un contexte économique difficile, alors que les plans de licenciements se multiplient. « *Il va y avoir beaucoup de restructurations dans les prochains mois. C'est l'après-Covid, il faut rembourser les prêts garantis par l'État dont l'échéance est en 2025,* prédit Zineb Belambri. *Les gros groupes tels que Hard Rock Café n'ont pas investi dans les structures, qui sont donc devenues inexploitable. Ou alors ces entreprises font travailler leurs salariés dans des conditions catastrophiques. Elles préfèrent donc vendre après avoir dégraissé en masse* », analyse la syndicaliste.

Guy PICHARD (Basta !)

Contacté par Basta!, le groupe Hard Rock International n'a pas donné suite à notre demande. Mais la fermeture du restaurant parisien semble bien être un choix stratégique avant tout, la santé financière du groupe ayant été jugée « solide » par l'agence de notation Fitch en novembre 2023. En 2024, Hard Rock International a même fait l'acquisition du célèbre casino Mirage de Las Vegas pour... un milliard de dollars.

« Sur la paille » le documentaire

Le documentaire « Sur la Paille », réalisé par Éric Guéret et produit par Haut et Court Doc, sera diffusé sur France 2, le et disponible sur France.tv. Le documentaire sera suivi d'un débat animé par Marie Portolano avec : Eric Guéret, Réalisateur et Philippe Camburet, Président de la FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique)

De l'élevage dit « conventionnel » à l'élevage biologique, ce film explore comment la crise du bio, exacerbée par le non-respect de la loi Egalim, bouleverse le quotidien des agriculteurs. Un rendez-vous à ne pas manquer !

Aux côtés de nos partenaires de la société civile, tels que *Génération Futures*, le *Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest*, *Eaux et Rivières de Bretagne*, l'association *CIWF France* et le *Collectif Nourrir*, nous avons fait le choix de promouvoir ce documentaire. Bien plus qu'un simple film, il constitue un véritable levier de sensibilisation pour alerter le grand public sur les défis majeurs auxquels sont confrontés les agriculteurs engagés dans le bio.

Alors que la crise de la filière bio s'aggrave et que le non-respect de la loi Egalim compromet son avenir, ce documentaire met en lumière les réalités du terrain, les injustices subies par les producteurs et les choix politiques qui détermineront l'agriculture de demain.

À travers cette démarche, nous souhaitons sensibiliser mangeurs et mangeuses, élu·es, acteurs économiques afin de favoriser un modèle agricole juste, durable et respectueux de notre santé et de notre environnement.



Sur la Paille

Le documentaire « Sur la Paille » nous plonge dans la vie d'Olivier Tanguy qui a travaillé toute sa vie en Bretagne dans des élevages industriels de porcs. Souffrance animale, dégâts environnementaux, pollution et mauvaises conditions de travail... Cette activité lui est devenue insupportable. Il s'est mis à rêver d'un monde meilleur.

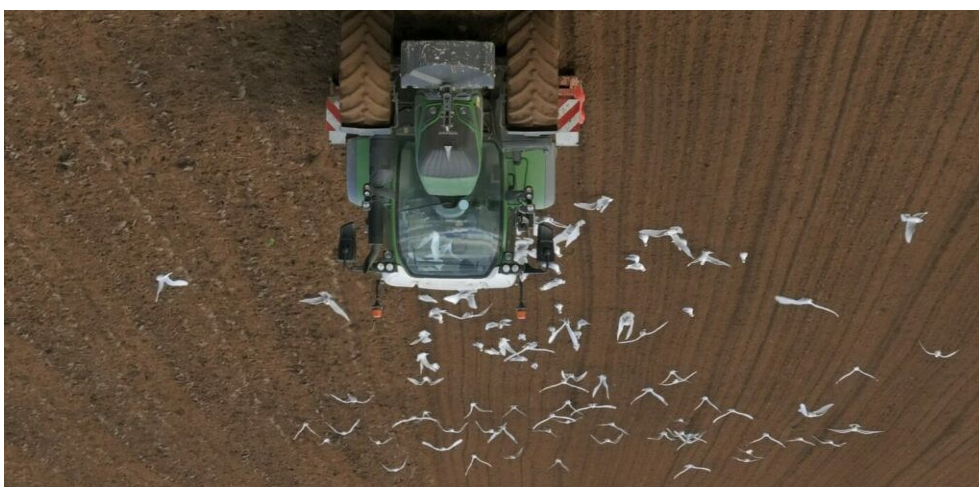
Alors, il y a quatre ans, Olivier décide d'ouvrir un élevage de porcs biologiques. Le marché est prometteur. L'agriculture bio explose et la loi Egalim votée en France impose 20% de produits bios dans l'alimentation collective (écoles, hôpitaux, collectivités...). Un débouché énorme qui encourage toute la filière.

Mais aujourd'hui, une crise terrible frappe l'agriculture biologique. La banque d'Olivier lui a donné un an pour s'en sortir. Il risque de fermer son élevage et de tout perdre. Entre les rêves d'hier et la réalité d'aujourd'hui, que s'est-il passé ? Olivier n'a commis aucune erreur et sa jeune exploitation a été bien menée.

Les difficultés d'Olivier sont largement partagées et sont celles d'un système tout entier que l'État avait encouragé et qui se sent aujourd'hui abandonné. Comme Olivier, 50% des éleveurs de porcs bio risquent de fermer cette année.

Dans un contexte où la crise environnementale est au cœur des préoccupations des Français, la ferme d'Olivier incarne pourtant un modèle plein d'espoir. Pas d'utilisation de pesticide ni d'intrant chimique, res-

pect de la qualité et de l'eau et de l'air, bonnes conditions d'élevage des animaux... Comment comprendre que le seul modèle agricole qui préserve réellement l'environnement et la biodiversité soit abandonné ?



« Les racines de ce film s'enfoncent dans la colère et se nourrissent de la résistance qu'elle provoque. La colère peut être autodestructrice. Mais si on sait utiliser l'énergie et la puissance qu'elle dégage, la colère nous procure la force de ne pas abandonner nos combats et de se battre jusqu'au bout.

J'ai réalisé de nombreux films sur l'environnement et particulièrement sur l'agriculture. J'ai vu comment ce secteur a évolué depuis une quinzaine d'années, acceptant l'idée qu'un autre modèle que l'agriculture intensive était possible. J'ai filmé des paysans victimes des pesticides, incapables de se passer de ces produits alors qu'ils en mourraient au volant de leurs pulvérisateurs. Et j'ai filmé ces mêmes hommes dix ans plus tard convertissant leurs exploitations à l'agriculture biologique. J'ai compris à leurs côtés que quelque chose bougeait et qu'un espoir immense était permis.

Aujourd'hui, 50% des jeunes qui s'installent en agriculture veulent le faire en bio. Avec eux j'y ai cru. Et j'ai rêvé d'une terre où l'homme arrêterait de détruire le vivant qui l'entoure. L'emploi des pesticides et des engrais chimiques sont responsables de l'effondrement de la biodiversité. Et comme le rappelle la cour des comptes dans un récent rapport, l'agriculture biologique « est le meilleur moyen de réussir la transition agro-environnementale. » J'irais plus loin en disant qu'elle est le seul moyen d'éviter encore la catastrophe annoncée pour le vivant.

Au cours de la dernière décennie, l'agriculture biologique a connu un changement d'échelle, pour atteindre 10% de la surface agricole.

Mais depuis quelques années, une crise terrible frappe le secteur et rien ne semble fait pour le protéger. De nombreuses exploitations ferment et les agriculteurs désespérés se sentent abandonnés. Beaucoup d'entre eux perdent tout ce qu'ils possèdent et le secteur entier voit des décennies d'efforts partir en fumée.

Les raisons apparentes de cette crise sont multiples : situation en Ukraine, coût de l'énergie, augmentation des prix des céréales et des matières premières, inflation et baisse du pouvoir d'achat et de la consommation des ménages... La grande distribution a amplifié le phénomène en réduisant la place des produits bio dans ses rayons et en maintenant des prix élevés.

Mais au-delà de ces constats tragiques, ce qui nourrit ma colère, c'est le sentiment de trahison que je partage avec tous les agriculteurs biologiques.

C'est l'État qui a encouragé l'accélération du développement de cette filière à l'époque où la croissance était là. Quand Olivier a décidé de monter sa ferme en 2018, la production nationale de porcs bio ne représentait que 0,5%. Pour répondre aux exigences européennes, le gouvernement a demandé à la filière de passer à 5 %. Pour soutenir son développement, il fait voter la loi Egalim pour contraindre la restauration collective à acheter des produits biologiques. « Au plus tard le 1er janvier 2022, les repas servis en restauration collective dans tous les établissements chargés d'une mission de service public devront compter 50% de produits de qualité et durables, dont au moins 20 % de produits biologiques » annonce le communiqué du ministère de l'agriculture. « La restauration collective qui représente chaque année 3,7 milliards de repas constitue un formidable levier de progrès pour accélérer la transition vers une alimentation plus saine, durable et accessible à tous ».

Quatre années plus tard, cette loi nourrit toutes les déceptions de la filière biologique. Elle n'est tout simplement pas appliquée. Et rien n'est fait pour qu'elle soit respectée. Comment une loi approuvée par le gouvernement et votée par le parlement peut rester sans effet alors que toute la filière biologique s'est structurée et engagée sur cette promesse ?

Et au milieu de ce chaos, l'État reste étrangement muet.

L'histoire d'Olivier est celle d'une trahison. De la faillite d'une promesse. De la vacuité de la parole politique. C'est l'histoire d'une filière vertueuse que tout le monde réclame mais qui risque de mourir si rien n'est fait pour lui venir en aide. Les éleveurs de porcs sont les plus sinistrés par cette crise mais d'autres filières bio sont aussi dans la tourmente. Aujourd'hui, 60 000 agriculteurs qui ont fait le choix de se convertir sont menacés.

Le monde scientifique s'accorde à reconnaître que l'agriculture biologique est la seule solution pour préserver la biodiversité et l'habitabilité sur terre. L'année qui s'engage est cruciale pour Olivier, pour l'agriculture biologique et pour la planète.

L'État s'engagera-t-il enfin aux côtés des agriculteurs biologiques ? Ou laissera-t-il mourir cette filière en abandonnant ses objectifs de 18% de bio en 2027 ? Contraindra-t-il les industriels et les collectivités à respecter la loi Egalim et offrir à la filière bio les débouchés qu'on lui avait promis ? Et nous, consommateurs, sommes-nous prêts à soutenir un système qui préserve notre santé et l'avenir ? »

Éric GUÉRET, réalisateur

→ Pour organiser des projections-débat rendez vous ici :
<https://bioconsommateurs.org/artic>

Série « Frotter frotter » sur France TV : le making off que vous ne verrez pas

Les premiers épisodes de la nouvelle série « Frotter frotter », inspirée d'une longue grève menée par des femmes de ménage, sont diffusés par FranceTV. On vous raconte le grand écart entre les valeurs défendues à l'écran et ce qui s'est joué en coulisses.



Manifestation des intermittents devant le siège de l'Union syndicale de la production audiovisuelle pour demander une revalorisation des grilles de salaires d'au moins 20 %, le 15 novembre 2023 à Paris. Claire Serie / Hans Lucas

Cet article est publié dans le cadre de notre partenariat avec Rapports de force.

« Vous n'avez pas le droit de remplacer les grévistes », s'époumone Solange dans le premier épisode de la série *Frotter frotter*. En toute illégalité, la direction de l'hôtel Nowhere, dans lequel elle est gouvernante, vient d'embaucher de nouvelles femmes de chambre pour casser la grève naissante. La scène évoque une pratique courante dans les conflits qui animent le secteur de la propreté. Bien moins sur les plateaux de tournage. Pourtant, la boîte de production Cinétévé, qui produit cette série diffusée par FranceTV, s'est elle-même livrée à un tel remplacement lors de la grève historique des techniciens de l'audiovisuel qui a touché son tournage fin 2023.

L'histoire du tournage de *Frotter frotter* est celle d'un grand écart entre les valeurs défendues à l'écran et l'exercice concret de la fonction patronale. Et c'est peut-être pour la réalisatrice Marion Vernoux que la dissonance cognitive est la plus difficile à assumer. Professionnelle confirmée, nommée aux César en 1995 pour sa première œuvre et primée à la Mostra de Venise en 1999, elle signe avec *Frotter frotter*, une série où elle se place du côté des salariées en lutte. Mais sur son plateau, elle enfile au contraire le costume de la patronne, prête à s'opposer aux grévistes, selon les témoignages que nous avons recueillis. Pression mise sur des délégués du personnel, tentative d'ignorer les grévistes, puis de les remplacer : son comportement finit par braquer une partie de son équipe et contribue à faire capoter la première session du tournage. Contactés, Marion Vernoux et la quasi-totalité des acteurs principaux de la série n'ont pas souhaité répondre à nos questions. Cinétévé s'est contenté d'un mail lapidaire (voir en fin d'article).

Un scénario inspiré d'une longue grève victorieuse

Le scénario de *Frotter frotter* s'inspire de la grève de l'Ibis Batignolles, dans le 17^e arrondissement de Paris, qui a fait parler d'elle entre 2019 et 2021. Une vingtaine de femmes de chambre d'origine africaine avait alors obtenu de fortes augmentations de salaire après une lutte de 22 mois. Cette bataille a notamment fait

émerger la figure de Rachel Keke, femme de chambre et gréviste élue députée du Val-de-Marne sous la bannière de la France insoumise en 2022.



Après huit mois de grève et deux de confinement, les travailleuses en lutte de l'hôtel Ibis ne lâchent rien

Les premiers rôles sont joués par des actrices connues et certains seconds rôles par des non professionnelles : « *Solange la gouvernante malienne mère de famille nombreuse (Eye Haïdara), Fanny la bourgeoise déclassée au bout du rouleau (Émilie Caen), Michèle la militante queer grande gueule (Karole Rocher)...* Trois femmes qui n'ont rien en commun et vont pourtant s'unir autour d'un combat : une grève de femmes de chambre », résume le synopsis.

« *Tourner des sujets sociaux et engagés, ça n'arrive pas souvent. Alors quand on est venu me chercher, j'étais très content !* » À 38 ans, Raymond*, chef électricien lillois, a été de ceux qui ont animé la grève durant le tournage de *Frotter frotter*. S'il a aujourd'hui quitté la profession, il garde un souvenir enthousiaste de son début de tournage. « *Même si je savais que les budgets allaient être plus serrés que sur une série TFI et qu'on allait nous demander d'être au four et au moulin, je prenais sur moi, parce que le sujet était d'intérêt général* », se remémore-t-il.

Pourtant, il se retrouve rapidement tiraillé entre son envie de tourner et la perspective d'un mouvement de grève qui se prépare dans l'audiovisuel. Ce syndiqué au Spiac-CGT (Syndicat des professionnels des industries de l'audiovisuel et du cinéma), premier syndicat du secteur, sait qu'une assemblée générale s'est réunie le 20 septembre. Les adhérents y ont constaté que les maigres augmentations de salaire négociées ces vingt dernières années étaient loin de compenser l'inflation. Une revendication a émergé : 20 % d'augmentation pour tous et toutes.

Le tournage de *Frotter frotter* commence le 6 novembre 2023. En fin de journée, alors que toute l'équipe est réunie à la cantine pour un premier repas du soir, le chef électricien demande le silence et prend la parole. « *J'ai expliqué qu'un mouvement de grève aurait sûrement lieu pendant le tournage* », se souvient-il. « *J'ai pris la parole avant la réalisatrice, ce qui ne se fait pas... comme je ne connaissais qu'une partie de l'équipe, j'étais un peu stressé et il semblerait que je n'ai pas dit bonjour.* »

Marion Vernoux s'adresse alors à son tour à l'équipe. Elle affirme sa joie de travailler sur cette série télévisée et rappelle qu'elle tient à ce que les salariés se saluent tous les matins. « *C'est sacrément ironique, sachant*

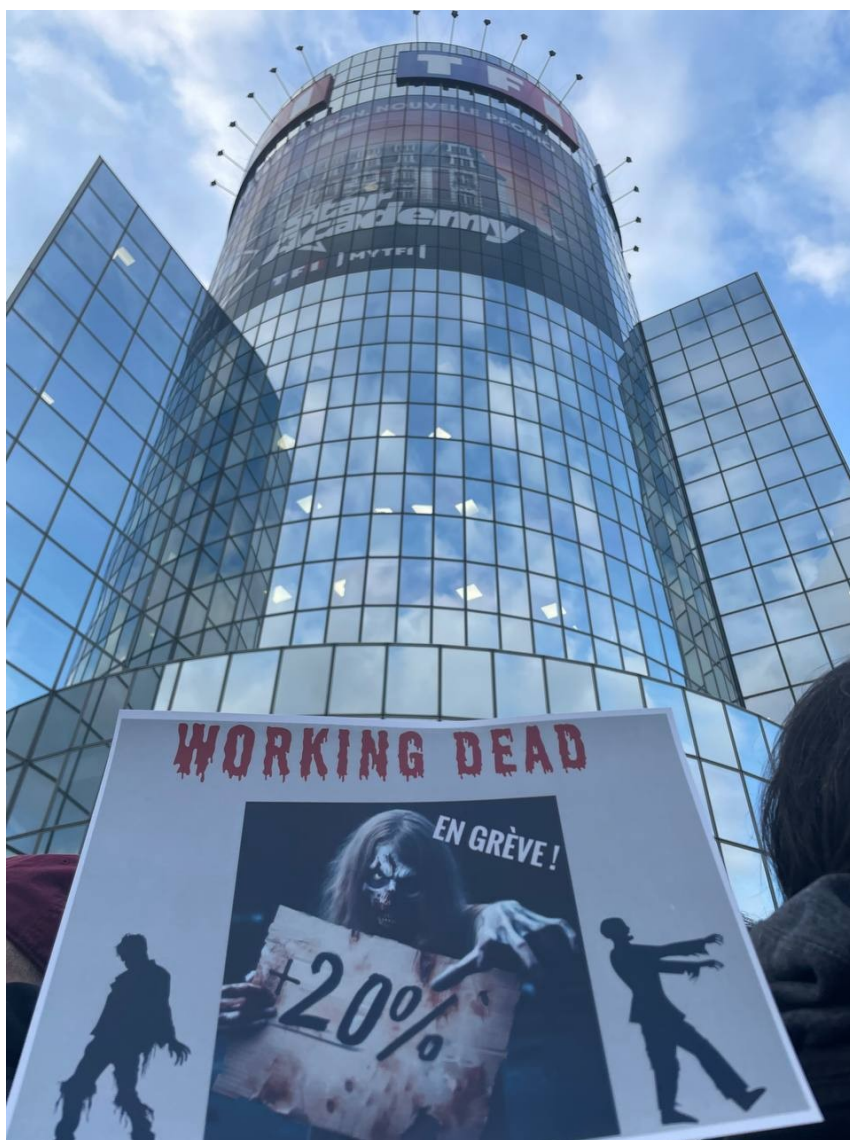
qu'elle a fini par ne plus dire bonjour aux grévistes », note Raymond. La séquence, rapportée par de nombreux techniciens grévistes, jette un premier froid sur le plateau.

La colère gronde dans le secteur audiovisuel

Sur le tournage de *Frotter frotter*, Raymond et Jacques*, un ingénieur du son qui fait partie des doyens du plateau, sont élus délégués du personnel et organisent un premier vote « sur le principe de la grève ». Les techniciens sont dans leur grande majorité lillois et se connaissent. L'équipe est soudée et plutôt militante : le principe de la grève est ainsi voté par 40 personnes sur 48 (7 votes contre, 1 blanc).

« À ce moment-là, le directeur de production est encore très ouvert, il y a un respect des grévistes. Personne ne mesure l'ampleur que va prendre le mouvement et l'impact qu'il aura sur la série », constate Raymond. Cette incrédulité générale s'explique : les grèves sont rares et risquées dans la profession. « C'est un petit milieu, où tout le monde se connaît. Passer pour le gréviste ou l'emmerdeur, c'est prendre le risque qu'une production ne vous fasse plus jamais travailler, voire qu'elle en parle aux autres employeurs. Pas facile d'obtenir son intermittence dans ce contexte », résume Nicolas Yassinski, délégué général du Spiac-CGT. C'est d'ailleurs pour cette raison que les salariés interrogés dans cet article ont souhaité témoigner sous anonymat.

Les difficultés financières des techniciens entrent aussi en ligne de compte. « Je louais un logement à 950 €/mois pour venir travailler à Lille. Je gagnais à peu près 1000 € la semaine de tournage. En une seule journée de grève, je perdais environ 200 € et j'avais besoin de faire des heures pour compléter mon intermittence », raconte un technicien. Pour toutes ces raisons, la production ne se projette pas sur un conflit long et parie sur le fait que l'orage passe vite.



« Les plus gros tournages étaient en grève et les équipes de post-prod d'émissions télé à succès aussi. » Parmi elles : *Koh-Lanta*, *Top chef*, ou encore *Pékin express*. DR

Début d'une grève historique

La grève du secteur audiovisuel débute le 15 novembre 2023 à l'appel du Spiac-CGT, du SNTPCT (Syndicat national des techniciens et travailleurs de la production cinématographique et de la télévision) et de la

CFTC. La bataille qui démarre est exceptionnelle par son ampleur. La profession, qui compte 130 000 salariés, n'en a pas connu de telle depuis 25 ans et la mise en place de sa convention collective.

Télés en grève

Sur *Frotter frotter*, où travaillent une cinquantaine de techniciens, le tournage est arrêté pour deux journées. Nationalement, plus de 70 équipes de tournage et de post-production votent pour interrompre le travail pour des durées allant de quelques heures à deux jours. « *On se retrouvait à vivre certaines scènes...qu'on était en train de filmer. J'ai noté des dialogues d'actrices que l'on répétait presque mot pour mot lors de nos réunions* », raconte Raphaëlle*, assistante caméra sur la série et engagée dans la grève.

À Lille, les grévistes de la mini-série *Émancipée*, du césarisé Philippe Faucon, ainsi que les salariés d'une des séries phare de TF1, *HPI*, se joignent à ceux de *Frotter frotter* pour un repas et une photo. À Paris, environ 500 techniciens manifestent devant l'Uspa (l'Union syndicale de la production audiovisuelle), un des principaux syndicats de producteurs, auquel adhère Cinétévé. Une délégation syndicale est reçue, mais les employeurs temporisent et proposent des négociations tardives, le 5 décembre.

En attendant, la grève affecte financièrement les tournages, notamment celui de *Frotter frotter*, dont le budget est serré. Cinétévé doit payer les non-grévistes, sans avoir la certitude de tenir son calendrier. « *Il a fallu sans cesse réorganiser le plan de travail et se demander comment on allait rattraper le temps perdu* », témoigne Marie*, qui occupe un poste à responsabilité sur le tournage, mais soutient la grève.

Une équipe de tournage tiraillée

Les relations entre l'équipe dirigeante et les grévistes se tendent fortement. La réalisatrice ne les salue plus. Marie note l'écart entre le projet social de Marion Vernoux et son comportement face aux grévistes. « *Je lui expliquais que je soutenais la grève parce que je voulais que, derrière, les productions se retournent vers les actionnaires et les diffuseurs pour avoir plus de budget et mieux payer les salariés. Pour moi, c'était ça la vérité de ce mouvement. Les conditions de travail sur les tournages sont de plus en plus difficiles.*

Je croyais avoir affaire à quelqu'un qui avait de l'empathie pour tout ça... la réalité a été très différente. Le film était plus important que tout. Elle s'est convaincue que tout le monde était contre elle et s'est braquée. »

Conséquence de cette farouche envie de tourner, les délégués du personnel sont mis sous pression. Jacques raconte : « *Le directeur de production m'appelle sur les coups de 21 heures. Il est très remonté et me dit que la mobilisation est en train de couler la série. Comme si j'en étais l'unique responsable. Je n'ai pas apprécié la manière dont il m'a parlé et j'ai proposé que les postes de délégués tournent* ». La pression mise sur cet ingénieur du son, poste clef du tournage, le dissuadera de faire à nouveau grève.

« *On m'a fait comprendre que si je ne me remettais pas à bosser, je pouvais tout bloquer. La production et la réalisatrice voulaient faire leur série et nous, nous voulions obtenir des augmentations de salaire. Donc j'ai manqué de courage et je suis retourné bosser alors que les autres continuaient la grève* », ressasse Jacques, qui aujourd'hui encore se sent coupable. Jacques et Raymond abandonnent finalement leurs responsabilités de délégué du personnel.

Même « Koh-Lanta », « Top chef », ou « Pékin express » débrayent

L'équipe est tiraillée : faut-il poursuivre une grève, même jugée légitime, au prix d'une mise en péril du tournage ? Les délégués, désormais anonymes, décident d'organiser un vote électronique. Le 22 novembre, sur 42 votants, 21 votent pour une journée de grève hebdomadaire quand 17 votent pour deux journées (4 votes blancs). La modalité la plus radicale n'est pas la plus populaire. Signe que de nombreux techniciens veulent ménager la production et la réalisatrice, 16 votent même pour déclarer en avance les jours de grève à venir, ce qui donnerait de la visibilité à la production pour réorganiser son plan de travail.

À l'échelle nationale, la lutte continue de prendre de l'ampleur. Au moins 86 équipes de tournage et de post-production arrêtent le travail lors des 23 et 24 novembre. « *Les plus gros tournages étaient en grève et les équipes de post-prod d'émission télé à succès aussi* », se souvient Nicolas Yassinski. Parmi elles : *Koh-Lanta*, *Top chef*, ou encore *Pékin express*.

Finalement, les syndicats de producteurs avancent les négociations au 30 novembre. Une proposition émerge : 5% d'augmentation pour les salaires inférieurs à 1000 € par semaine et 3 % pour les autres. Bien loin des 20 % exigés par les grévistes. Ces derniers refusent massivement l'offre.

La lutte entre alors dans une nouvelle phase, plus dure. Une nouvelle grève de 4 jours est prévue à partir du 4 décembre. Sur le tournage de *Frotter frotter*, la proposition divise. Une scission se confirme entre Lillois et Parisiens. Les premiers demeurent plutôt en faveur de la grève quand les seconds, souvent plus proches de la réalisatrice et de la production, souhaitent travailler. Comme une moitié de techniciens décide de se

rallier aux 4 jours de grève, la série est sérieusement mise en danger. La production franchit alors une ligne rouge : continuer à tourner malgré tout.

Tourner, tourner, quitte à faire fi de droit de grève

Le tournage de plusieurs petites scènes – un passage dans une rue, ou encore une séance de jogging – est organisé pendant les jours de grève avec une équipe réduite de non-grévistes. « *Le directeur de production n'a pas du tout mesuré le signal qu'il envoyait en faisant ça. Il a voulu sauver coûte que coûte le tournage, parce qu'il avait la production sur le dos, et je ne le blâme pas. Mais il est passé en force et Marion Vernoux a soutenu ça à fond. Évidemment, ça a envenimé les choses* », raconte Marie.

En tant que responsable de l'éclairage du plateau, Raymond occupe un poste indispensable. Mais il est gréviste. « *Le chef opérateur est venu me voir et m'a prévenu qu'il avait contacté un autre chef électro, qui ne faisait pas partie du tournage. Il voulait l'embaucher pour les sessions en équipe réduite. Ils voulaient tellement tourner qu'ils sont allés jusqu'à remplacer des grévistes.* » Une méthode strictement interdite par la loi et, rappelons-le, dénoncée dans *Frotter frotter*.

Une autre situation, plus ambiguë, pose également la question du remplacement de grévistes. « *Juste avant l'appel à la grève de 4 jours, le directeur de production est venu me voir pour me dire qu'il y avait trop de flous dans les rushes. Je lui ai proposé qu'une nouvelle personne vienne renforcer l'équipe caméra, qui était sous dotée dès le départ* », se souvient Sarah*, assistante caméra également impliquée dans la grève.

« *Finalement, la production a fait venir de Paris un 1er assistant caméra B qui lui était tout dévoué et qui a continué à tourner en équipe réduite. Le problème, c'est que dans les faits, il a servi à remplacer différents grévistes en fonction des besoins. Je me suis sentie manipulée.* »

La mise en place des équipes réduites et la poursuite de la grève précipitent la fin du tournage. « *Petit à petit, on s'est mis à tourner certaines séquences qui n'étaient pas prévues à l'origine pour être filmées en équipe réduite. Alors là, c'est devenu du grand n'importe quoi* », se rappelle Marie.

La situation devient insoluble sur le tournage lillois. Les grévistes sont trop engagés dans la grève pour reculer. Et puis, « *on n'avait plus envie de bosser pour une réalisatrice qui nous traitait de cette façon* », appuie Raphaëlle. Ils sont rejoints par l'équipe des décors, qui n'était pas partie prenante de la grève, mais qui sature des conditions de travail en équipe réduite. Une grève illimitée est actée. « *Ça revenait à mettre fin au tournage* », résume Raymond.

Clap de fin

Le 14 décembre signe la fin de la partie. Les équipes reçoivent un mail signé Cinétévé qui met immédiatement fin au tournage alors qu'il reste 7 jours de travail. « *Cet arrêt affectera le paiement des salaires à compter de ce jeudi 14 décembre* », ose la boîte de production. Une décision qui s'affranchit encore du droit du travail puisque les contrats de la grande majorité des salariés courent jusqu'au 22 décembre. Les techniciens contestent et la production se ravise.

Repère :

Qu'en pensent les actrices non professionnelles ?

Un second tournage, permettant de boucler la série, est finalement organisé début 2024. « *Cinétévé a dû perdre beaucoup d'argent. Il fallait engager de nouvelles personnes, louer à nouveau du matériel, des décors...* », estime Marie. Aucun des techniciens interrogés n'y a participé. Pour les grévistes les plus chevronnés, la question ne s'est même pas posée. Et pour Marie et Jacques, qui n'ont pas participé à la grève jusqu'au bout, mais la soutenaient, le lien de confiance avec la réalisatrice était rompu.

À l'écran, l'épisode 4 de *Frotter frotter* se conclut avec la victoire des femmes de chambre grévistes. Dans l'ultime réplique, Solange, leur meneuse, décidée à ne plus voir les conditions de travail de quiconque dégradées, conseille un livreur : « *Une grève, ça casse, c'est long et ça coûte cher, mais ça vaut le coup.* » Les grévistes de *Frotter frotter* garderont un souvenir bien plus amer de leur lutte. Elle n'a pourtant pas été vaine. La grève dans la production audiovisuelle n'a que très partiellement abouti : finalement, trois syndicats (le SNTPT, la CFDT et la CFTC) acceptent de signer l'accord proposé par le patronat, loin de la revendication initiale. Le Spiac-CGT a cependant réalisé une progression historique lors des élections professionnelles des TPE du secteur, qui ont eu lieu fin 2024. Le syndicat relie directement ces résultats à la mobilisation.

Boîte noire

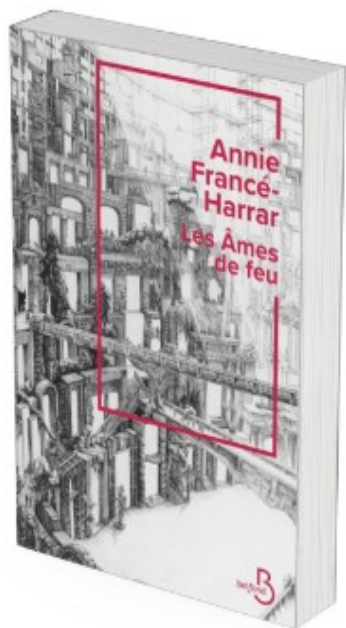
Les salariés (prénoms*) interrogés dans cet article ont souhaité témoigner sous anonymat. Contactée, la réalisatrice Marion Vernoux n'a pas répondu à nos questions.

« La période de la grève a été une période difficile pour l'ensemble de l'équipe, techniciens comme comédiens. Nous avons surmonté collectivement ces difficultés, pour livrer un programme dont nous pouvons tous être fiers. Nous nous réjouissons maintenant de sa diffusion prochaine le 19 février prochain, ainsi que de sa projection en sélection officielle au festival de Luchon », nous a répondu la direction de Cinétévé.

Contactés, les principaux acteurs et actrices, Eye Aïdara, Karole Rocher, Francis Leplay et Gringe n'ont pas répondu à nos questions. L'actrice Émilie Caen a brièvement répondu, disant soutenir les revendications des grévistes mais que le tournage était « comme une mise en abîme » : « Nous avons tourné avec des femmes de ménage qui avant de venir sur le plateau de tournage avaient été faire des ménages, qui s'étaient levées 4 heures plus tôt. Souvent elles avaient dû poser des jours pour venir tourner. La grève a fragilisé ces femmes et un tournage avec peu de moyens. »

19 février 2025 par Guillaume BERNARD (Basta !)

Le conseil des Terrestres



Les Âmes de feu d'Annie Francé-Harrar (traduit de l'allemand par Erwann Perchoc) Belfond, 2024

Les Âmes de feu, c'est un ouvrage fantastique publié en 1920 par une jeune biologiste allemande, également éprise de poésie, et qui deviendra une grande spécialiste de la science des sols au cours du XXe siècle. Elle publiera après 1945 de nombreux travaux sur la formation de l'humus, le compostage et la préservation des sols, alors même que s'engage la modernisation agricole à l'origine de leurs dégradations.

Son livre est à la fois une utopie et une dystopie, un ouvrage d'anticipation et un jalon oublié, bien que remarquable, dans l'histoire longue de la science-fiction. Salué par la critique à sa sortie avant d'être oublié pour un siècle, il a été récemment redécouvert outre-Rhin. Sa traduction en français est une bonne nouvelle tant l'ouvrage mérite d'intégrer la bibliothèque des Terrestres. Sa lecture nous frappe aujourd'hui par sa force narrative, sa beauté, mais aussi sa lucidité sur la double crise sociopolitique et écologique qui menace un monde artificialisé et industrialisé à l'extrême.

L'ouvrage dépeint un avenir où les humains vivent dans de vastes cités climatisées, ingurgitent de la nourriture artificielle, se déplacent via des petits véhicules dits « autinos », travaillant seulement quelques heures par jour dans ce qui se présente comme le sommet de l'évolution. Les derniers terriens et agriculteurs – les « cabaniers » – sont contraints de rejoindre les villes et de quitter la « nature » pour se fondre dans la « culture ». Pourtant, ce monde de citadins est traversé de névroses : ses habitants, devenus incapables de se mouvoir autrement qu'avec leur prothèse mécanique, ambitionnent de supprimer tout ce qui les relie encore à la terre en se libérant de toute dépendance à l'égard des productions agricoles.

Grâce au pompage massif de l'azote et à celui d'autres matières premières, cette société hyper avancée prépare son propre effondrement sous l'impact conjugué des dérèglements climatiques, de l'assèchement des sols, et de la mort à petit feu de la faune et de la flore. Finalement, l'émergence d'une nouvelle forme biologique étonnante – ces fameuses « âmes de feu » qui donnent son titre au livre – va obliger l'humanité à réinventer une autre relation au monde.

Rédigé il y a plus de cent ans, au lendemain de la boucherie industrielle de 1914-1918, mais avant la grande accélération du milieu du XXe siècle, le livre d'Annie Francé-Harrar peut sembler parfois un peu désuet ou naïf. Mais ces impressions fugaces importent peu tant le livre est passionnant, presque incandescent, car cette même naïveté lui donne aussi sa force et sa complexité. Par son aspiration à la renaissance de l'amour et à la redécouverte des plaisirs simples de la vie, *Les Âmes de feu* apparaît comme un livre certes catastrophiste, mais dans lequel demeure toujours ouverte la possibilité d'une vie au-delà de la barbarie industrialisée.

François JARRIGE (Terrestres)

